

Déclaration CGT à la Presse

Depuis quelques semaines, la Préfecture des Bouches du Rhône s'est lancée dans une véritable chasse aux sans-papiers.

Pour la première fois, ce sont bien toutes celles et ceux qui ont choisis de prendre leur destin en main, de se battre, qui sont ciblés.

La police n'arrête pas des criminels mais des mères, des pères de famille, des hommes, des femmes, qui sont en France, pour la plupart, depuis des années et dont le seul crime est de ne pas avoir de papiers.

La Préfecture des Bouches du Rhône, en autorisant cela, bafoue les droits de l'homme : familles dispersées, personnes expulsées dans des conditions indignes, maintien en détention de personnes gravement malades...

La Préfecture ne peut pas se glorifier de la richesse multiculturelle de Marseille et du département comme les Bouches du Rhône, et expulser ceux qui contribuent à la faire aujourd'hui.

La Préfecture, en menant cette politique, trouve des boucs émissaires pour masquer les difficultés économiques auxquelles sont confrontés l'ensemble des salariés et pour ne pas répondre aux véritables questions en termes d'emplois, de salaires et de services publics.

Lors des différentes rencontres que nous avons eues avec la préfecture, celle-ci s'était engagée sur certains points, notamment la possibilité de déposer des recours, ce que nous avons fait. A notre connaissance, c'est faux ! Aucun recours n'a été examiné dans les détails, comme promis.

A aujourd'hui, la position de la Préfecture est de ne pas répondre aux organisations syndicales, aux partis politiques, aux associations.

Ces méthodes d'un autre temps doivent cesser.

Des initiatives fortes seront prises en ce sens très prochainement.

D'autre part, les organisations progressistes de ce département seront dans la rue le 15 novembre pour exiger l'arrêt des arrestations, des expulsions, et la régularisation de tous les sans-papiers.